

# JOURNAL OFFICIEL

## DES

### ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 68.  
N° 7.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 1  
NO EPERERA 1919.

ABONNEMENTS				ABONNEMENTS ET ANNONCES		ANNONCES ET AVIS	
	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS	Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie, à Papeete.		Annonces judiciaires : la ligne.....	0 50
Etablissements français de l'Océanie.	10 fr.	5 fr.	3 fr.	PRIX DU NUMÉRO : 25 CENTIMES.		Les mêmes, renouvelées : la ligne....	0 25
France, Colonies et Union postale....	20 fr.	11 fr.	6 50	Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.		Annonces commerciales et avis divers : la ligne.....	0 40
						Les mêmes, renouvelés : la ligne....	0 20

## AUX FRANÇAIS D'Océanie

Ainsi que je l'avais annoncé le 23 novembre, jour de l'inoubliable banquet de la Victoire, la veille pour ainsi dire de la catastrophe qui fondit sur nous, je vais vous quitter.

Au cours des quarante-deux mois passés parmi vous j'aurai eu la satisfaction de me sentir compris et soutenu par la majorité en même temps que par l'élite de la population, c'est-à-dire par tous ceux que des appétits déraisonnables ou des rivalités désuètes n'empêchent pas de discerner où gît l'intérêt général, le seul qui puisse guider les actes d'un Gouverneur.

Ceux-là, je les remercie du fond du cœur pour leur sincérité et leur courage. Ils ont compris que le salut de vos chères îles tient à l'exécution d'un programme que la guerre permit seulement d'entamer mais que je laisse en bonne voie de réalisation. Il suffira de le poursuivre avec persévérance pour qu'il porte ses fruits en assurant le relèvement de la race indigène.

Dans ce programme j'avais inscrit une lutte implacable contre l'alcoolisme et l'intempérance.

Après de nombreuses prohibitions prononcées pour la protection des archipels, j'ai supprimé les débits déguisés dans tout Tahiti et Moorea. J'ai également prononcé pour octobre 1920 la disparition définitive de ceux de ces établissements qui subsistent encore à Papeete en vertu de contrats arrivant à expiration.

Une sentence de mort à échéance prochaine a été prise contre les fumeries d'opium qui disparaîtront ainsi, comme ont disparu déjà les honteuses loteries chinoises et les jeux de hasard.

Dans un but de haute moralité sociale et le souci de notre réputation, j'ai soumis les exhibitions cinématographiques

au crible d'une censure libérale mais impitoyable pour toute projection contraire aux bonnes mœurs, à l'ordre public et à la saine manifestation du génie et de l'art français.

J'ai, dans la mesure du possible, assaini la rue en interdisant la consommation des boissons alcooliques ou fermentées sur la voie publique et en limitant les heures de leur vente dans les hôtels et restaurants. De même, j'ai mis un terme à la navrante divagation des enfants d'âge scolaire aux heures où ils doivent être en classe.

J'ai combattu avec la dernière énergie les influences louches qui s'agitent derrière de prétendus apôtres de l'humanité qui sont, au demeurant, d'inconscients agents de l'étranger. J'ai fait, en un mot, dans ces îles où nos ennemis avaient développé de si profondes racines, une œuvre résolument anti-germanique, ne voulant attacher mon nom à rien qui ne fût passionnément français.

\* \* \*

Pour améliorer l'outillage économique, j'ai conçu et fait approuver par le Ministre un programme de travaux publics qui donnera dans une dizaine d'années, à tous les districts, les moyens d'exploitation qui leur avaient manqué jusqu'ici : Des routes, ponts, quais, appontements, caniveaux ont transformé déjà l'aspect de plusieurs de nos circonscriptions en y provoquant une recrudescence de vie.

Les derniers ouragans ont détruit, dira-t-on, partie de ces travaux ? C'est exact, mais y a-t-il là raison pour s'arrêter ? Si toutes les entreprises humaines étaient éternelles, il y a longtemps que nous n'aurions plus qu'à nous croiser les bras.

Ces destructions sont, au contraire, pour les audacieux, un stimulant à recommencer. Seuls les impuissants se répandent en critiques amères et en pronostics découra-

geants. Ces pessimistes sont, dans leur genre, de véritables défaitistes. On ne doit pas les écouter car tout, d'après eux, est irréalisable ou frappé de stérilité. L'action qu'ils condamnent est le seul moyen qu'a l'homme de s'ennoblir. Observez la volubilité de leur langue : elle n'a d'égal que la mollesse de leurs mouvements. Si vous cherchez dans leur passé, vous n'y trouverez rien que le vide ou de méchantes actions. Au travail, donc, avec courage et sans jamais vous rebuter.

Soyez les poilus de la mise en valeur. Vos îles recèlent des trésors. Si vous restez irrésolus et ne les exploitez vous-mêmes, craignez que de plus ardents viennent du dehors et se substituent à vous que le destin avait placés dans les plus exceptionnelles conditions de réussite. Ce mouvement a déjà commencé. Enrayez-le. Il est encore temps.

J'ai voulu vous donner conscience de votre force et de votre bonheur. De votre force, en vous apprenant à solidariser vos efforts par les syndicats agricoles ; de votre bonheur, en vous démontrant les ressources insoupçonnées d'un sol merveilleux qui ne refuse rien à qui se courbe pour le gratter.

Dans cette croisade, la Chambre d'Agriculture et le Conseil d'Administration, la Caisse Agricole et les Chefs de districts ont efficacement secondé mes efforts. Grâce à ces collaborations dévouées et à la confiance que nous ont témoignée la plupart des agriculteurs, on peut affirmer qu'après l'épidémie de fin 1918, aggravée par les désastreux ouragans de janvier-février suivants, nous eussions éprouvé une cruelle disette. Nous avons évité cet autre fléau parce que, des nombreuses ressources vivrières créées par les efforts des mois précédents, beaucoup nous restaient encore.

\* \* \*

Le problème scolaire, dont dépend la francisation des masses populaires, n'a pas cessé de me préoccuper. Je n'ai pu obtenir en temps de guerre les renforts d'instituteurs et d'institutrices dont nous avions grand besoin, mais ceux qui étaient sur place, métropolitains et indigènes, ceux de l'enseignement officiel comme de l'enseignement libre n'ont cessé de donner les preuves du plus grand dévouement. Il va de soi que la situation s'améliorera après la guerre, le recrutement devenant plus facile. J'envie le Gouverneur qui pourra visiter des écoles partout dotées des bons maîtres que réclament avec une insistance convaincue nos braves concitoyens des districts et des archipels.

Pour accentuer le cachet déjà si original de cette Colonie et mettre en relief les intelligences qui constituent sa personnalité, pour mieux faire apprécier aussi tout ce qui, en elle, mérite d'être étudié et admiré, je l'ai pourvue d'un centre d'activité scientifique et littéraire. Notre Société d'Etudes Océaniques est, certes, bien modeste encore, mais elle a eu la chance de naître sous une bonne étoile. Déjà, après deux années d'existence, elle est assurée du haut patronage du Chef de l'Etat, du Ministre des Colo-

nies, et de plusieurs sommités du monde scientifique et littéraire de France et de l'Etranger.

Son annexe naturelle, le Musée d'ethnographie, d'histoire et de produits locaux, est en voie d'achèvement et pourra, sous peu, être ouvert au public. Puisse cette tentative, capable de développer le goût des études locales, susciter la générosité des nombreux collectionneurs qui gardent, sans profit pour personne, souvent au détriment de leur bonne conservation, des objets dont la place est maintenant tout indiquée dans les vitrines de notre musée.

\* \* \*

Je serais parti satisfait si j'avais pu rester assez de temps pour accueillir à leur glorieux retour au foyer les poilus que j'avais eu tant de fierté à mobiliser et qui, les braves gens, étaient partis, émus de quitter leurs îles, mais bien résolus aussi à remplir leur devoir. Ils ont splendidement répondu aux espoirs fondés sur eux. Honneur à ces enfants de l'Océanie qui reviennent vainqueurs au foyer ; honneur à ceux que la mort a fauchés dans le plus beau des trépas ; respect aux veuves, aux mères, aux fiancées qui les pleurent et sont justement fières de leur douleur.

J'e vous avais prédit que ces vaillants rapporteraient des champs de bataille d'Europe et d'Orient des moissons de lauriers. Ils vous diront aussi la reconnaissance de la Patrie sauvée et l'impérissable titre conquis par leur courage à sa maternelle sollicitude.

Ces jeunes hommes, qui ont mûri leur caractère et trempé leur âme dans les dangers de la bataille, reviennent, j'en suis certain, avec un esprit nouveau, des habitudes d'ordre, de discipline, de ponctualité et aussi de hardiesse et de persévérance qui s'ajouteront heureusement aux qualités qu'ils possédaient déjà.

\* \* \*

Il ne faudrait pas que l'épidémie dernière, qui fut si cruelle pour Tahiti, Moorea et les Iles-Sous-le-Vent, vous retrouve, si elle doit reparaître un jour, dans le même état d'impréparation qu'en Novembre-Décembre 1918. Il faut que de cette rude leçon nous tirions tous un enseignement. Il consiste d'abord à se bien avouer qu'on a tort de trop compter sur le dehors pour ce qui est du problème alimentaire. Si dans chaque maison il y avait eu de quoi confectionner thé, café ou autres breuvages chauds, bien des malades n'auraient pas succombé. Il faudrait donc à l'avenir que la population apprît à exécuter elle-même ces choses élémentaires, soins et traitements, que prescrit un médecin. A la vérité, c'est l'éducation générale et celle de la famille en particulier qui s'est trouvée en défaut.

Un devoir s'impose donc de toute urgence à l'enseignement officiel comme à l'enseignement libre, c'est d'introduire dans les programmes scolaires, et tout spécialement pour les filles, les notions indispensables d'économie domestique ainsi que les éléments sur les soins à donner aux malades.

Il faudra que les éducateurs inculquent aux générations actuelles et à venir cette vérité que l'épidémie eût été beaucoup moins meurtrière si, au lieu de toujours courir au superflu, les gens se préoccupaient de s'assurer d'abord le nécessaire. A quoi servaient, je vous le demande, les fariboles qui encombre les intérieurs, alors qu'on ne pouvait pas même obtenir un bol d'eau chaude sans le demander au Chinois ? Pareille situation ne pouvait se voir que dans nos îles d'insouciance et de frivolité. Il faudrait donc que cette leçon terrible ne nous laissât pas désarmés pour l'avenir et que chacun apprît le sens profond de la maxime : Aide-toi, le ciel t'aidera.

Si, à la rigueur, on peut accorder à l'imprévoyance générale l'excuse d'un long passé de calme et de vie facile sous un climat salubre et doux, n'oublions pas que l'inexorable loi de progrès nous solidarise chaque jour plus étroitement avec le reste de la planète, que nos rapports avec l'extérieur se multiplieront et que nous ne savons pas si tel ou tel navire ne nous apportera pas demain les germes d'une calamité plus grande encore que l'influenza. La perspective de ces dangers est assez grave pour que les fervents d'un idyllique passé acceptent sans trop de mauvaise humeur qu'une coupure s'opère dans les douces habitudes prises. Le salut de l'avenir est à ce prix et c'est vers cette tâche vitale que devront, pendant de longues années, tendre les efforts de tous.

\* \* \*

J'aime à penser que ma franchise n'offusquera personne. Il est des vérités sur lesquelles ceux qui ont la responsabilité très lourde que j'assume ici ont le devoir de revenir sans cesse. Flatter les uns et blâmer les autres n'est pas un moyen de gouvernement, flatter tout le monde est un système pire encore.

Une administration, pour être forte, doit être sincère et impartiale, elle ne doit donc s'appuyer que sur la vérité et être à tout moment prête à rendre compte de ses moindres actes. C'est ainsi que j'ai compris mon rôle et, en prenant congé de vous, je puis vous donner l'affectueuse assurance que le Gouverneur qui s'en va n'a pas eu, pendant tout son séjour parmi vous, une seule minute de distraction ni de défaillance dans la recherche de ce qui pouvait améliorer cette magnifique colonie.

G. JULIEN.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

1919	ACTES DE L'AUTORITÉ MÉTROPOLITAINE	Pages
27 mars.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 8 janvier 1919, rendant applicable aux colonies françaises la loi du 13 avril 1895, modifiant l'article 1033, paragraphe 5, du code de procédure civile.....	98

1918

### ACTES DE L'AUTORITÉ LOCALE

10 juin 1918...	Arrêté étendant au Maroc le principe de l'imputation réciproque des droits de timbre et d'enregistrement perçus en France et dans les colonies.....	98
28 septembre..	Arrêté accordant à M. E. B. Agache la concession des lagons des îles Nukuteipi, Ahunui et Manuhagi (archipel Tuamotu).....	99
1919		
20 mars.....	Arrêté reconnaissant aux orphelins indigents des victimes de l'épidémie de grippe de novembre-décembre 1918, et à leurs adoptants, le droit à un secours temporaire ou permanent, et fixant les conditions dans lesquelles ces secours pourront être attribués.	99
20 mars.....	Arrêté accordant un délai supplémentaire de six mois aux héritiers, donataires ou légataires, pour souscrire la déclaration des biens à eux échus par décès, pendant la période du 1 <sup>er</sup> octobre 1918 au 31 janvier 1919, à Tahiti, Moorea et Makatea.....	102
20 mars.....	Arrêté ouvrant au budget autonome de l'Hôpital civil de Papeete, exercice 1918, Chapitre 2, art. 3, un crédit supplémentaire de 159 fr. 20.....	102
20 mars.....	Arrêté ordonnant le remboursement, au profit de divers contribuables des Îles Marquises, de sommes par eux versées en trop sur concessions d'eau des années 1916 et 1917.....	102
20 mars.....	Arrêté ouvrant au Budget local, exercice 1919, des crédits d'ordre s'élevant à la somme de 500.000 francs.	103
31 mars.....	Arrêté ouvrant au titre du Service Colonial, exercice 1918, un crédit provisoire de 16.400 fr. 52, au titre du Chapitre 8, art. 2.....	103
31 mars.....	Décision créant à Papeete une Œuvre de patronage des orphelins indigents et modifiant les attributions du comité de répartition des secours, créé par celle du 1 <sup>er</sup> juin 1917.....	103
19 mars.....	Circulaire au sujet de l'interprétation de l'arrêté instituant, au profit des orphelins indigents, le droit à des secours temporaires ou permanents.....	104
	Avis important.....	104
	Documents officiels relatifs à l'épidémie de grippe (novembre-décembre 1918).....	104
	Nominations, mutations, mouvements, etc.....	106

### AVIS OFFICIELS

Avis d'adjudication. — Service postal dans la presqu'île.....	106
Service des Mines — Avis.....	107
Postes et Télégraphes. — Echange des mandats-poste entre l'Alsace-Lorraine et les colonies françaises.....	108

### TABLEAU D'HONNEUR

Déligny (Auguste-Henri), Teriivaetua a Teanura, Robson (Algernon), Teurukura a Taurau, Teatoto a Teiari, Redouilh (Gabriel), Tuaraeteriipaparetua a Paného, Tetua a Teata, Mihimana a Mihimana, Horoi a Moeroa, Tatahe a Teriitevaearai, Etaia Terootae, Heeiho Afai a Tetiarahi, Tahiriura a Homai, Tererea a Ueva.....	108
--	-----

### PARTIE NON OFFICIELLE

#### NOUVELLES ET INFORMATIONS

Divers.....	109
Liste des passagers arrivés.....	109

#### STATISTIQUES

Statistiques démographiques de la Commune de Papeete, du mois de février 1919.....	109
Observations météorologiques de l'Hôpital civil de Papeete, du mois de janvier 1919.....	114
Annonces judiciaires.....	110
— commerciales et avis divers.....	112

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DE L'AUTORITÉ MÉTROPOLITAINE

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 8 janvier 1919, rendant applicable aux colonies françaises la loi du 13 avril 1895, modifiant l'article 1033, paragraphe 5, du Code de procédure civile.

(Du 27 mars 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la circulaire ministérielle du 2 mars 1906, concernant la promulgation dans les colonies des actes législatifs ou réglementaires;  
Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans la Colonie le décret du 8 janvier 1919, rendant applicable aux colonies françaises et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, la loi du 13 avril 1895, qui a modifié l'article 1033, paragraphe 5, du Code de procédure civile.

Art. 2. — Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera, avec les textes promulgués, publié au *Journal officiel* de la Colonie et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 27 mars 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service Judiciaire,

H. SIMONEAU.

## RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 8 janvier 1919.

Monsieur le Président.

Mon attention a été appelée sur l'intérêt qu'il y aurait à rendre applicable aux colonies la loi du 13 avril 1895, qui a modifié l'article 1033, paragraphe 5, du Code de procédure civile, en décidant que « toutes les fois que le dernier jour d'un délai quelconque de procédure, franc ou non, est un jour férié, ce délai sera prorogé jusqu'au lendemain ».

J'estime qu'il y a lieu de faire profiter les habitants de nos possessions d'outre-mer des avantages que présente cette disposition.

J'ai donc, l'honneur, d'accord avec M. le Garde des sceaux, Ministre de la justice, de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,

HENRY SIMON.

DÉCRET rendant applicable aux colonies françaises et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc, la loi du 13 avril 1895, qui a modifié l'article 1033, paragraphe 5, du Code de procédure civile.

(Du 8 janvier 1919.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les articles 6, 8 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 13 avril 1895, qui a modifié l'article 1033, paragraphe 5, du Code de procédure civile et décidé que : « toutes les fois que le dernier jour d'un délai quelconque de procédure, franc ou non, est un jour férié, ce délai sera prorogé jusqu'au lendemain »;

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Garde des sceaux, Ministre de la justice,

## DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — La loi du 13 avril 1895, sus visée, est rendue applicable aux colonies françaises et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc.

Art. 2. — Le Ministre des colonies et le Garde des sceaux, Ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 janvier 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

HENRY SIMON.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

LOUIS NAIL.

## ACTES DE L'AUTORITÉ LOCALE

ARRÊTÉ étendant au Maroc le principe de l'imputation réciproque des droits de timbre et d'enregistrement perçus en France et dans les colonies.

(Du 10 juin 1918.)

(Approuvé par dépêche ministérielle du 15 octobre 1918.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, ensemble ceux des 19 mai 1903 et 7 octobre 1912, concernant le Gouvernement de la Colonie, notamment l'article 6 de ces deux derniers décrets;

Vu la dépêche ministérielle du 12 mars 1919, n° 485;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873, art. 15, dernier alinéa;

Vu le rapport du 16 mai 1918, du Chef du Service de l'Enregistrement;

Vu la délibération du Conseil d'Administration, en date du 7 juin 1918;

Sur la proposition du Secrétaire Général;

Sous réserve de l'approbation ministérielle,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les actes et jugement passés ou rendus au Maroc, dont il sera fait usage dans les Etablissements français de l'Océanie, soit par acte public soit devant toute autorité constituée, se-

ront, au point de vue de la perception des droits de timbre et d'enregistrement, assimilés à ceux passés ou rendus dans les colonies où ces impôts sont établis.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service de l'Enregistrement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 juin 1918.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

*Le Secrétaire Général p. i.*

R. CHAZAL.

*Le Chef p. i. du Service de  
l'Enregistrement,  
FAUGERAT.*

ARRÊTÉ accordant à M. E. B. Agache la concession des lagons des îles Nukutepti, Ahunui et Manuhagi (archipel Tuamotu).

(Du 28 septembre 1918.)

(Approuvé par dépêche ministérielle du 3 février 1917, N° 7.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, ensemble ceux des 19 mai 1903 et 7 octobre 1912, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 21 janvier 1904, modifié par celui du 26 mars 1918, réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières dans la Colonie;

Vu l'arrêté du 29 juin 1918, réglementant le régime des concessions de lagons nacrés ou parcelles de lagons;

Vu la demande de concession des lagons des îles Nukutepti, Ahunui et Manuhagi (archipel Tuamotu), émanée de M. E. B. Agache;

Considérant que le demandeur est de nationalité française; que les susdites îles sont inhabitées d'une manière permanente;

Vu l'avis des Chefs des Services des Domaines et de la Navigation;

Sur la proposition du Secrétaire Général;

Le Conseil d'Administration consulté en ses séances des 22 décembre 1917 et 28 septembre 1918,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est accordée à M. E. B. Agache, pour une durée de trente années à compter du jour de la soumission à intervenir à la suite du présent arrêté, la concession des lagons des îles Nukutepti, Ahunui et Manuhagi (archipel des Tuamotu).

Art. 2. — Ces trois îles seront exploitées, chacune à tour de rôle suivant une rotation triennale régulière, sous réserve de toutes modifications ultérieures en vertu des articles 6 et 7 du décret du 21 janvier 1904 et 6 de l'arrêté du 29 juin 1918.

Art. 3. — Pour la fixation de la redevance forfaitaire sur la nacre extraite, le produit présumé pour chaque période réglementaire d'exploitation dans le cours des six premières années, et sauf révision tous les six ans, est fixé à 2,500 kilog. et le prix de la nacre à deux francs par cent kilog. Cette redevance sera payable en

une seule fois et d'avance à la caisse du Receveur des Domaines à Papeete, au début de chaque période réglementaire d'exploitation.

Le prix de location des lagons est fixé pour chacun à cent francs par an; ce prix sera payable annuellement et d'avance au même bureau des Domaines à Papeete.

Art. 4. — Avant son entrée en jouissance, et pour garantir l'exécution des obligations contractées en vertu de la concession, M. E. B. Agache sera tenu de justifier du versement à la Caisse des dépôts et consignations d'un cautionnement égal aux redevances d'une année.

A la fin de la concession, ce cautionnement lui sera restitué sur le vu des certificats émanés des Chefs des Services des Domaines et de la Navigation constatant que le concessionnaire est libéré de toutes ses obligations.

À défaut de libération complète, le cautionnement serait spécialement affecté au paiement de ce qui resterait dû à la Colonie par le concessionnaire.

Art. 5. — Le concessionnaire sera soumis à toutes les charges et obligations d'ordre général ou de police résultant du décret du 21 janvier 1904, modifié par le décret du 26 mars 1918, et notamment à celles édictées par l'article 7 et à celles résultant de l'arrêté du 29 juin 1918.

Art. 6. — La présente concession pourra être révoquée dans la forme où elle est consentie, dans les cas prévus à l'arrêté du 29 juin 1918.

La mise en demeure du concessionnaire pour, le cas échéant, obtenir l'exécution de ses obligations, sera constatée par simple lettre recommandée. La révocation de la concession datera du jour de la notification administrative qui en sera faite au concessionnaire.

Toutes les difficultés qui pourront surgir au sujet de la présente concession seront jugées administrativement.

Art. 7. — Le Secrétaire Général, le Chef du Service des Domaines et le Chef du Service de la Navigation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 septembre 1918.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

*Le Secrétaire Général p. i.,*

R. CHAZAL.

*Le Chef du Service des  
Domaines p. i.,  
FAUGERAT.*

*Le Chef du Service de la  
Navigation,  
J. SIMON.*

ARRÊTÉ reconnaissant aux orphelins indigents des victimes de l'épidémie de grippe de novembre-décembre 1918 et à leurs adoptants, le droit à un secours temporaire ou permanent et fixant les conditions dans lesquelles ces secours pourront être attribués.

(Du 20 mars 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Considérant que l'épidémie de grippe de la fin de 1918, entre autres conséquences malheureuses, a eu pour effet de priver nom-

bre d'enfants de leurs soutiens naturels et qu'il est du devoir de la collectivité d'assumer leur tutelle et protection chaque fois que la chose est reconnue nécessaire ;

Considérant toutefois que l'antique pratique polynésienne de l'adoption, usitée même à l'égard d'enfants non orphelins, s'étendra à plus forte raison à ceux qui le sont devenus par l'effet de la dernière épidémie ;

Considérant que ces adoptions spontanées procèdent autant d'un sentiment de solidarité que du souci qu'ont certaines personnes sans famille de s'en créer une par ce procédé artificiel ;

Considérant qu'en thèse générale, qui dit adoption sous-entend pour les adoptants les moyens et la possibilité de subvenir aux nouvelles charges que crée la venue de nouveaux hôtes sous le toit commun ; qu'en conséquence les cas d'indigence chez les adoptants ne peuvent être et ne sont qu'une minorité ;

Considérant aussi que, sauf les tout-petits, qui constituent une incontestable charge à raison des soins qu'ils réclament, les enfants, dès qu'ils ont atteint l'âge de huit à dix ans, associés aux travaux de cueillette, de récolte, d'ensemencement, d'élevage et d'exploitation des propriétés deviennent, au fur et à mesure qu'ils grandissent et se développent, les collaborateurs précieux de leurs adoptants ou tuteurs.

Considérant que pour éviter de provoquer la formation d'une catégorie de déclassés, la Municipalité de Papeete ayant, comme il était logique qu'elle le fit, exercé son action de tutelle au profit des orphelins de l'agglomération urbaine, il convient que le Service Local, reportant son action sur le reste des Etablissements, c'est-à-dire sur les populations rurales, favorise par les mêmes moyens la fixation des orphelins au sol natal pour sa mise en valeur ;

Considérant qu'indépendamment de l'âge des enfants à assister il faudra se préoccuper de leur situation de fortune de même que de celle de leurs adoptants, afin de proportionner dans des limites raisonnables, et quand il y aura lieu seulement, l'importance de l'aide que le budget local devra leur apporter ;

Considérant qu'il est sage de n'engager l'avenir et les finances publiques qu'à bon escient et sous la garantie de règles bien et préalablement établies ;

Le Conseil d'Administration entendu,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les orphelins dont les soutiens naturels sont disparus au cours de l'épidémie de grippe de novembre-décembre 1918 ont droit à un secours temporaire ou permanent, s'il est établi, après enquête, qu'ils sont sans ressources et à la charge de personnes également sans ressources.

Le secours sera temporaire s'il doit seulement permettre aux mineurs ou tuteurs d'attendre la liquidation des biens dont les enfants pris en charge sont héritiers.

Le droit à un secours temporaire ou permanent sera établi individuellement ou collectivement, par voie d'arrêté, après délibération d'une commission dont la composition est ci-après déterminée. La durée du secours temporaire devra toujours être précisée par ce même arrêté. Elle sera renouvelable si une nouvelle enquête en démontre la nécessité.

Art. 2. — Le taux des secours temporaires ou permanents sera le suivant :

Enfants jusqu'à cinq ans.....	15 francs par mois.
— de cinq à huit ans.....	10 francs id.
— de huit à douze ans.....	5 francs id.

Art. 3. L'arrêté visé à l'article 1<sup>er</sup> sera pris sur le vu d'un

rapport du Chef de district ou de tout autre agent de l'Autorité, affirmant, sous sa responsabilité personnelle, l'état d'indigence des enfants et de leurs tuteurs. Les demandes de secours pourront faire l'objet de toutes enquêtes et contre-enquêtes que l'Administration jugera nécessaires. Les déclarations sciemment erronées seront poursuivies en vertu des dispositions de la loi pénale relatives aux faux commis dans les certificats, ou bien, le cas échéant, au délit d'escroquerie.

Art. 4. — Quand les enfants pris en tutelle dépasseront le chiffre de deux, il ne sera versé pour chacun des autres qu'un demi-secours, et, si la chose paraît équitable, le demi-secours seul sera accordé pour l'ensemble ou une partie de l'ensemble seulement. Les enquêteurs, Présidents de Conseil de district, mutui, Agents spéciaux, etc., auront qualité pour spécifier si tous les enfants adoptés par un particulier doivent donner lieu à un secours ou demi-secours, ou si, seulement, quelques-uns d'entre eux doivent en faire l'objet.

Art. 5. — La commission prévue à l'article 1<sup>er</sup> sera composée de la même manière que la commission N° 2 des allocations aux familles des mobilisés. Ses décisions indiqueront à quelle date doit remonter le paiement des secours. Toutes décisions seront prises sur le vu d'un dossier qui comprendra comme pièces exigibles les extraits d'actes d'état civil concernant les enfants à secourir et leurs parents, ou tout au moins les actes de notoriété pouvant en tenir lieu.

Art. 6. — Les sommes nécessaires seront prélevées, au cours du présent exercice, sur les 100.000 francs provenant de la cuisse de réserve et spécialement affectés à la liquidation des dépenses occasionnées par l'épidémie. Elles feront, pour les exercices ultérieurs, l'objet d'une inscription spéciale aux budgets de la Colonie, jusqu'à ce que les derniers bénéficiaires aient atteint l'âge de douze ans révolus.

Art. 7. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service Judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général p. i.,  
R. CHAZAL.

Le Chef du Service Judiciaire,  
H. SIMONEAU.

#### Texte tahitien de l'arrêté ci-dessus.

FAAUERAA o tei faatia atu i te mau tamarii otare faufaa ore o te feia i pohe i roto i te anotau ma'i rahi i tupu iho nei i roto ia novema e titema 1918 e i te feia hoi o tei haataai atu i taua mau tamarii otare ra ia titau ratou i te hoe tuhoo moni tauturu no te hoe taima polo e a ore ra ei mea maoro, e o tei faataa i te huru no te opereraa i taua mau tauturu ra.

(No te 20 no mati 1919.)

TE TAVANA RAHI NO TE MAU FENUA FARANI I OTEANIA, TAATA HAAFETIA HIA I TE FETIA HANAHANA,

I te hioraa i te faaueraa mana no te 28 no titema 1885 no nia i te faatereraa i te Hau o te Fenua nei ;

I te hioraa e i rotopu i te mau peapea rahi i tupu i roto i te pae hopea o te matahiti 1918 no te ma'i pee, e rave rahi te tamarii i vai otare noa i te poheraa atu to ratou ra mau tauturu mau, oia te hui metua, e e tia maoti ia i to te fenua taatoa nei ia riro atu



ei tauturu e ei aupuru no ratou ia itea noa' tu e te au ra te reira ;  
Ia hiohia rá hoi te peu maohi tahito i matarohia ra, oia te haatavai i te tamarí e tae noa atu i te tamarí o tei ore i riro ei otare ra, e e faatae maotihia ia taua peu ra i nia i tei riro ei otare i roto i te ma'i rahi pée i tupu iho nei ;

Ia hiohia atu hoi taua mau haatavairaa ra e inaha, e ere e no te aau tauturu ana'e i tupu ai, no te hingaaro atoa rá o vetahi mau taata huaai ore i te faatupu i te hoe fetii tamarí na roto i taua ravea opua-noa hia-ra ;

I te hioraa e i roto i te rahiraa o te mau mea ta tatou e ite nei, ua haatavai te hoe i te tamarí ra, e ti'a ia ia tatou ia manao iho e e faufaa aé ia ta teie nei feia e e ravea ia ta ratou i te amora a atu i te hopoia api i u mai na roto i te taeraa mai o teie nei mau utaa rii i roto i te utuafare nei ; no reira ra, aore re'a ia e feia faufaa ore mau i rotopu i taua feia i haatavai i te tamarí ra ;

Ia hio-atua-hia rá e, a taa é atu ai te mea rii aruaru ra, o tei riro mau ei hopoia teiaha na roto i te raveraveraa atu ia ratou ra, te mau tamarí rá o tei nae'a te vau e te ahururaa o te matahiti ra, te riro ra ia ratou i to ratou ra paari-haere-raa, ei mau tauturu hau roa i te maitai no te feia i haatavai atu ia ratou ra e a ore ra o tei riro ei metua tauturu na roto i te mau ohipa rii o te maraa i taua mau tamarí ra, mai te fa'ifa'i e te haaputu i te maa o te fenua e te tanu i te maa, te faaamu i te taoa e te haamaitai hoi i te fenua

I te hioraa hoi e ia ore ia tupu noa atu te hoe pupu taata haapaoraa ore, e no te faatupuraa te Apooraa no te oire i Papeete nei i ta'na ohipa tauturu, o te au iho á ia'na ia faatupu, no te aupururaa i te mau tamarí otare no roto i te oire nei, e au atoa ia i te Hau ia tuu atu i ta'na ra tauturu i nia iho te tahi atu pae o to te fenua nei, oia hoi to te mau mataeinaa, ia papu atu na roto i taua mau ravea ra te haamauraa i te mau tamarí otare i te fenua ai'a nei no te haamaitairaa i te reira ;

I te hioraa e a taa é atu ai te paariraa o te mau tamarí o te au ia tauturuhia, e mata'na ia i te hiopoa i te huru o ta ratou ra faufaa e i te faufaa hoi a te feia i haatavai atu ia ratou ra, ia faaau-maite-hia te otia e au, mai te mea e te au ra ia faaauhia, no te rahiraa o te tauturu o te au i te afata a te Hau ia horoa atu na ratou ;

I te hioraa e te au ra ia feruri-maite-hia te mau ohipa e faaoti-hia no te mau tau a muri nei é oia atoa te opereraa i te moni a te Hau, ia ravehia ia ma te ite papu e mai te au i te hoe mau ture o te faaoti-papu-hia hou a'e a rave atu ai i te ohipa opereraa.

Ia oti i te uihia te manao o te Apooraa a te Hau,

#### TE FAAUE NEI :

Irava 1. — E tia noa i te mau tamarí otare o tei pohe haere te mau metua i roto i te anotau ma'i pée no na avae novema e titema 1918 ia titau i te hoe tuhaa moni tauturu no te hoe taime poto e a ore ra no te hoe tau maoro ia papu te parau, ia hope rá i te imihia tava vahi ra, e aore roa a ratou e faufaa e ua riro ratou ei hopoia na te hoe mau taata faufaa ore atoa.

E haataime-poto-hia taua tauturu ra mai te mea e no te tautururaa ana'e te reira i te tamarí e a ore ra i te feia tauturu i te tiaraa atu i te haamatararaa i te mau faufaa i riro ei taoa na te mau tamarí i tauturuhia ra.

Na te hoe faaueraa e faataa te tuhaa tauturu no te taime poto e a ore ra no te tau maoro, na nia i te taata hoe e a ore ra na te hoe pupu, ia oti i te ferurii e te hoe tomite o tei faaitehia te huru i muri nei. Ia faaite-papu-hia te maororaa o te tuhaa tauturu taime poto i roto i taua faaueraa ra e tia ai. E tia noa ia faaapi-faahou-hia taua taime ra ia itehia na roto i te hoe imiraa api e e mea tia ia na reira.

Irava 2. — Teie te rahiraa o te mau tuhaa tauturu, to te taime poto e to te tau maoro, mai tei faaitehia ia i muri nei :

Ta te tamarí aruaru e tae noa atu

i te pae o te matahiti. .... 15 farane i te avae hoe.

Mai te 5 e tae atu i te 8 o te matahiti. 10 farane —

Mai te 8 e tae atu i te 12 o te mata-

hiti. .... 5 farane —

Irava 3. — E ravehia te faaueraa i faahitihia i te irava 1 i nia nei, ia faataehia mai te parau faaite (rapport) na te Tavana mataeinaa e a ore ra na te tahi atu taata toroa o tei faaite papu mai, e mai te faahapahia oia ia hape noa' tu, e e feia veve mau taua mau tamarí ra e oia atoa to ratou ra mau metua tauturu. Ia anihia mai te hoe tuhaa tauturu ra, e tia noa ia i te Hau ia imi papu e ia tapiti atu i te imiraa i te parau no te aniraa i faataehia mai ra. Te mau faaiteraa tia ore o tei iteahia e e mea opua-mau-hia, e horohia ia i te ture faautua no te haavare i roto i te mau parau faaite (certificats), e a ore ra, i te ture no te hara eia na roto i te faahema.

Irava 4. — Ia hau atu te mau tamarí i haatavaihia ra i te piti, e faafahia ia te moni tauturu a to muri iho mau tamarí, e mai te mea e te au ra ia na reira, e faafahia ia te moni tauturu a te taatua e a ore ra, o ta te tahi ana'e paeau o te taatua te faafahia. Tei te feia toroa o te imi i taua parau ra, mai te Tavana mataeinaa, te mutoi, te mau haapao faufaa na te Hau, te faataa mai e te au ra ia tuu atu i te taatua o te tuhaa moni tauturu e a ore ra o te afa ana'e na nia i te mau tamarí atoa o tei haatavaihia e te hoe taata ra e, a ore á ia, o vetaitahi ana'e e taua mau tamarí ra te au ia tauturuhia.

Irava 5. — Hoe á te faaiteraa o te Tomite i faahitihia i te irava 1 i nia nei e to te Tomite n° 2 no te opereraa i te moni tauturu na te hui fetii o te feia i maitihia ei faaehau. Na taua Tomite ra e faataa mai te mahana e au ia faahoi i mua ra no te aufauraa i te mau tuhaa tauturu. Hou aé a faaoti-hia ai te hoe ohipa e hiopohia'na ia na mua te mau parau i titauhia no te reira oia te hohoa no te mau parau tivila no te mau tamarí e tauturuhia e no te ratou mau metua e aore atu ia te mau parau e ravehia ei mono i te reira (notoriété).

Irava 6. — I roto i teie nei matahiti ra, e ravehia ia te moni e au no te tauturu i te tamarí otare i roto i na moni 100.000 farane no roto mai i te afata moni faaherehere e o tei haapaohia no te aufau-haere-raa i te mau haamauraraa no roto i te anotau ma'i nei. I roto rá i te mau matahiti amuri nei ra, e faataa hia ia te hoe tuhaa moni taa é i roto i te mau opereraa moni a te Hau e tae noa atu i te nae'araa te ahuru ma piti o te matahiti o na tamarí hopea i tauturuhia ra.

Irava 7. — Na te Faatere Hau rahi raua o te Auvaha ture e haapao te faatereraa i teie nei faaueraa, i te vahi e au i ta tetahi e ta tetahi tuhaa ohipa, e e tamauhia ia, e faataehia, e e porohia i te mau vahi ato'a e au ra.

Papeete, i te 20 no mati 1919.

G. JULIEN.

Na nia i te ioa o te Tavana Rahi :

Te Faatere Hau mono,

R. CHAZAL.

Te Raatira no te  
mau Ohipa haava raa,  
H. SIMONEAU.

**ARRÊTÉ** accordant un délai supplémentaire de six mois aux héritiers, donataires ou légataires, pour souscrire la déclaration des biens à eux échus par décès pendant la période du 1<sup>er</sup> octobre 1918 au 31 janvier 1919, à Tahiti, Moorea et Makatea.

(Du 20 mars 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, ensemble ceux des 19 mai 1903 et 7 octobre 1912, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873, organique de l'Enregistrement dans la Colonie, notamment l'article 33, ensemble l'arrêté modificatif du 31 janvier 1917 ;

Vu le rapport du Chef du Service de l'Enregistrement ;

Sur la proposition du Secrétaire Général ;

Le Conseil d'Administration entendu,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>. — Sont augmentés de six mois, les délais pour l'enregistrement des déclarations que les héritiers, donataires ou légataires auront à passer des biens à eux échus ou transmis par décès, pour les successions ouvertes à Tahiti, Moorea et Makatea dans la période s'étendant du 1<sup>er</sup> octobre 1918 au 31 décembre 1919.

Ce délai supplémentaire entraîne, dans les limites où il est accordé, l'exemption de toute pénalité de retard.

Le bénéfice de la suspension de délai créée par l'arrêté du 19 décembre 1918 se cumulera, le cas échéant, avec les dispositions du présent arrêté.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service de l'Enregistrement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général p. i.,  
R. CHAZAL.

Le Chef p. i. du Service de  
l'Enregistrement,  
FAUGERAT.

**ARRÊTÉ** ouvrant au budget autonome de l'Hôpital civil de Papeete, exercice 1918, chapitre 2, article 3, un crédit supplémentaire de 159 fr. 20 centimes.

(Du 20 mars 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 9 mars 1908, portant organisation du Service hospitalier dans la Colonie et réglant le fonctionnement de l'Hôpital civil de Papeete ;

Vu l'arrêté du 14 janvier 1911, modifiant celui du 9 mars 1908, sus visé, réorganisant le Service hospitalier dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 août 1912, portant règlement sur le fonctionnement du Service hospitalier dans les hôpitaux coloniaux ;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies ;

Sur le rapport du Secrétaire Général ;

Le Conseil d'Administration entendu,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert au budget autonome de l'Hôpital civil de Papeete, exercice 1918, Chapitre 2 : *Matériel*, article 3 : *Eclairage et chauffage*, un crédit supplémentaire de cent cinquante-neuf francs vingt centimes.

Art. 2. — Il sera pourvu à la réalisation de ce crédit au moyen des ressources de l'exercice 1918.

Art. 3. — Le Secrétaire Général et le Directeur du Service de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1918.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général p. i., Le Chef du Service de Santé,  
R. CHAZAL. Dr ALLARD.

**ARRÊTÉ** ordonnant le remboursement, au profit de divers contribuables des Iles Marquises, de sommes par eux versées en trop sur concessions d'eau des années 1916 et 1917.

(Du 20 mars 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu l'arrêté du 24 avril 1913, abrogeant celui du 10 mars 1902, fixant les conditions d'abonnement aux eaux de Taiohae (Marquises) ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 1915, portant réduction des tarifs d'abonnement aux eaux ;

Vu l'art. 241 du décret financier du 30 décembre 1912, fixant la prescription en matière de contributions indirectes ;

Vu la demande de remboursement formulée par divers concessionnaires d'eau des Iles Marquises ;

Considérant que c'est à tort qu'il leur a été fait application de l'arrêté du 10 mars 1902, fixant à 60 francs par an le prix de l'abonnement ;

Qu'il y a lieu, en conséquence, d'opérer le remboursement des sommes perçues en trop ;

Le Conseil d'Administration entendu ;

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>. — Est ordonné le remboursement, au profit des dénommés ci-après, des sommes par eux versées en trop sur concessions d'eau des années 1916-1917 :

1 <sup>o</sup> Directeur de la Société Française des Mar-	
quises. ....	90 »
2 <sup>o</sup> M. Taiara a Tamarii. ....	90 »
3 <sup>o</sup> M <sup>me</sup> V <sup>ve</sup> Fisher. ....	60 »
4 <sup>o</sup> M. Siméon Tamarii. ....	45 »
5 <sup>o</sup> M. Peltier. ....	7 50
6 <sup>o</sup> Compagnie Navale de l'Océanie. ....	90 »
7 <sup>o</sup> M. Boosie. ....	90 »
<b>Total. ....</b>	<b>472 50</b>



Art. 2. — La dépense est imputable au Chapitre 17, art. 4, § 2, de l'exercice 1919.

Art. 3. — Le Secrétaire Général et l'Administrateur des Marquises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur:

Le Secrétaire Général p. i., L'Administrateur des Marquises,  
R. CHAZAL. CLAYSEN.

ARRÊTÉ ouvrant au Budget Local, exercice 1919, des crédits d'ordre s'élevant à la somme de 500.000 francs.

(Du 20 mars 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'art. 295 du règlement du 14 janvier 1869, sur la comptabilité publique, ensemble les articles 69 et 81 du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu l'absence de crédits budgétaires destinés à faire face à l'ordonnancement de la provision pour dépenses hors de la Colonie et au mandatement des avances à faire aux Agents spéciaux, soit directement, soit par régularisation de leurs recettes;

Vu l'avis émis par le Conseil d'Administration dans sa séance du 19 mars 1919;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

ARRÊTE:

Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert au Budget Local, exercice 1919, des crédits d'ordre s'élevant ensemble à la somme de cinq cent mille francs, se décomposant ainsi qu'il suit:

*Chapitre 17. — Dépenses d'ordre.*

Art. 3 § 1 <sup>er</sup> . — Provision pour dépenses hors de la Colonie.....	200.000 fr.
— § 2. — Provision constituée dans les Agences spéciales....	300.000
Soit au total.....	<u>500.000 fr.</u>

Art. 2. — Il sera pourvu à ces crédits d'ordre au moyen des ressources de l'exercice 1919.

Art. 3. — En attendant l'approbation par décret, le présent arrêté est rendu provisoirement exécutoire.

Art. 4. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur:

Le Secrétaire Général p. i.,  
R. CHAZAL.

ARRÊTÉ ouvrant au titre du Service Colonial, exercice 1918, un crédit provisoire de 16.400 fr. 52, au titre du Chapitre 8 art. 2.

(Du 31 mars 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu le câblogramme n° 110, du Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, déléguant une somme de 16.400 fr. 52 au titre du Chap. 8, art. 2, du Budget Colonial, exercice 1918;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Secrétaire Général p. i., Ordonnateur sous-délégué,

ARRÊTE:

Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert au titre du Service Colonial, exercice 1918, Chap. 8, art. 2, un crédit provisoire de 16.400 fr. 52.

Art. 2. — Ce crédit provisoire, notifié au Trésorier-Payeur, sera annulé dans ses écritures dès la réception des ordonnances de délégation qu'il a pour but de suppléer.

Art. 3. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 31 mars 1918.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur:

Le Secrétaire Général p. i.,  
R. CHAZAL.

DÉCISION créant à Papeete une Œuvre de patronage des orphelins indigents et modifiant les attributions du comité de répartition des secours, créé par celle du 1<sup>er</sup> juin 1917.

(Du 31 mars 1919.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la décision du 1<sup>er</sup> juin 1917, instituant à Papeete un comité de répartition des secours et assurant au comité du Soldat tahitien une dotation mensuelle de quinze cents francs;

Vu le télégramme n° 28, en date du 7 mars 1919, par lequel le Ministre des Colonies avise le Gouverneur du renvoi des hommes du contingent tahitien dans leurs foyers;

Vu l'arrêté en date du 20 mars 1919, reconnaissant aux orphelins indigents des victimes de l'épidémie de novembre-décembre 1918, et à leurs adoptants, le droit à un secours temporaire ou permanent;

Attendu qu'il n'y a plus lieu de prévoir au profit de l'œuvre du Soldat tahitien la dotation sus visée;

Attendu toutefois qu'on ne saurait renoncer aux sources de charité qui ont jusqu'ici alimenté la caisse du comité de répartition, puisque la Colonie doit faire face à de nouvelles charges non moins dignes d'intérêt et qui sont constituées par le grand nombre des orphelins de la dernière épidémie de grippe,

DÉCIDE:

Article 1<sup>er</sup>. — Il est institué, à Papeete, une Œuvre de patro-

nage des orphelins indigents" qui fonctionnera dans les mêmes conditions et avec le même personnel que le comité prévu par la décision du 1<sup>er</sup> juin 1917.

Art. 2. — Ce comité aura qualité pour encaisser les secours de toute nature et les distribuer au mieux des besoins constatés, sans établir de démarcation entre les orphelins des districts et archipels et ceux de la ville de Papeete.

Art. 3. — Le nouveau comité disposera en faveur des orphelins indigents, principalement de ceux ayant perdu leurs soutiens au cours de la dernière épidémie de grippe, de toutes sommes déposées dans sa caisse auxquelles les donateurs n'auront pas assigné formellement une autre destination.

Art. 4. — La décision du 1<sup>er</sup> juin 1917 est abrogée, en tout ce qu'elle a de contraire aux dispositions de la présente.

Art. 5. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 31 mars 1919.

G. JULIEN.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général p. i.,

R. CHAZAL.

CIRCULAIRE au sujet de l'interprétation de l'arrêté instituant au profit des orphelins indigents le droit à des secours temporaires ou permanents.

N<sup>o</sup> 7.

Papeete, le 19 mars 1919.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

A Messieurs les Administrateurs, Présidents de Conseil de district, Agents et sous-Agents spéciaux, etc.

Au Journal officiel du 1<sup>er</sup> avril 1919, vous trouverez un arrêté qui concerne le droit, pour les orphelins indigents, à un secours qui ne sera acquis que dans des conditions nettement et strictement limitées. Comme il s'agit, en la circonstance, de venir en aide à un nombre assez élevé d'infortunés, il est de toute nécessité que, seuls, les enfants sans ressources tombés à charge de personnes également sans ressources, soient secourus. Il y a lieu, en effet, de ne pas perdre de vue que nombre d'orphelins hériteront de biens dont les revenus permettront à leurs adoptants de pourvoir, parfois très largement, aux charges nouvelles qu'ils se seront imposées. Dans ces conditions, solliciter des secours pour des enfants ou des tuteurs d'orphelins qui n'en ont aucun besoin serait un acte malhonnête qui exposerait ses auteurs aux rigueurs de la loi.

Il y a également parmi les adoptants de nombreuses personnes qui prennent à leur charge des orphelins pour la seule raison qu'elles éprouveront de la joie à se créer une famille ou à augmenter celle qu'elles possèdent déjà. Il va sans dire que lorsqu'il en est ainsi, à moins que leurs moyens ne soient notoirement insuffisants, il n'y a pas lieu à secours.

Il vous appartiendra donc, Messieurs, chaque fois que vous aurez à me transmettre une requête tendant à l'obtention d'un secours, de bien faire ressortir l'exacte situation, à tous les points de vue, des orphelins recueillis et des personnes qui en ont pris charge, afin de ne donner votre avis favorable qu'à bon escient. Vous accompagnerez chaque demande des extraits d'actes d'état civil permettant d'établir la filiation exacte des orphelins à assister, ainsi que le certificat de décès de leurs parents ou tuteurs anté-

rieurs. Le droit au secours, une fois reconnu par la commission spéciale, qu'il soit temporaire ou permanent, fera l'objet d'une émission périodique de mandats qui parviendront aux bénéficiaires, tuteurs, adoptants, Présidents de Conseil de district, Chefs de circonscription ou autres agents considérés comme mandataires du Gouverneur auprès des pupilles de la Colonie, à trimestre échu et seront payables, comme tous autres mandats, aux caisses des Agents et sous-Agent spéciaux.

Je compte sur vous, Messieurs, pour vous bien pénétrer de l'esprit qui a présidé à l'élaboration des mesures visées par la présente circulaire, afin que chacun de vous ait, en même temps que le souci de ne laisser aucune détresse réelle dans l'oubli, celui de ne pas dilapider l'argent des contribuables en des libéralités non justifiées qui équivaldraient à un véritable gaspillage.

Papeete, le 19 mars 1919.

G. JULIEN.

## AVIS IMPORTANT

Avant de quitter la Colonie, le Gouverneur a tenu à régler de façon définitive le sort des orphelins. Deux arrêtés sont publiés à l'*Officiel* de ce jour ; l'un, établissant le droit à un secours pour tous les orphelins notoirement indigents et pris à charge par des personnes indigentes elles-mêmes ou peu fortunées, l'autre instituant une œuvre de patronage dont la caisse sera alimentée dans les mêmes conditions que celle qui a, pendant de longs mois, recueilli les fonds destinés au Soldat tahitien au front, et autres œuvres de guerre. La composition du comité de répartition demeurera la même que précédemment.

Toutes les personnes généreuses et charitables, tous les groupements qui ont à cœur de venir en aide à l'enfance infortunée, pourront, avec toute certitude que leurs versements seront bien et utilement employés, les effectuer entre les mains de M. Rascalon, fondé de pouvoirs de M. le Trésorier-Payeur, qui leur délivrera chaque fois bon et valable reçu de leurs versements.

## DOCUMENTS OFFICIELS

relatifs à la dernière épidémie de grippe.

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1918.

Le Journal officiel du 15 janvier a donné sous le n<sup>o</sup> 154, à la page 14, le texte du câblogramme par lequel le Gouverneur appuyait officiellement les démarches pressantes faites auprès de lui par l'Hon. M. Layton, Consul des Etats-Unis, M. Rowland, notable américain, et M. Sigogne, Conseiller municipal faisant fonctions de Maire de Papeete, en vue d'obtenir de prompts secours de la Croix-Rouge américaine.

Le Chef de la Colonie, tout en déférant à ces instances, avait fait part aux intéressés de ce qu'il y avait d'aléatoire (1) dans cette aide attendue d'aussi loin en un moment où le fléau sévissait à peu près partout.

(1) Voir J. O. du 15 février, page 12 : Procès-verbal du Conseil exécutif du 3 décembre.

Ces craintes étaient, comme on va le voir, justifiées. Voici ce que vient de répondre le Ministre des Colonies à l'appel télégraphique du 4 décembre 1918.

DÉPÊCHE ministérielle, N° 6, relative à une demande de secours médicaux aux Etats-Unis.

Paris, le 23 janvier 1918.

Le Ministre des Colonies à Monsieur le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie.

Conformément à la demande formulée par votre câblogramme n° 154, d'appuyer diplomatiquement les démarches faites auprès des Sociétés de secours américaines pour l'envoi de médecins et de médicaments, je me suis aussitôt mis en rapport avec M. le Ministre des Affaires étrangères.

Je vous envoie sous ce pli copie de la réponse qui a été adressée à mon Département.

Pour le Ministre et par ordre :  
TESSERON.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Direction des Affaires administratives et techniques. — Sous-Direction des Unions internationales et des Affaires consulaires.

Paris, le 14 janvier 1919.

Le Ministre des affaires étrangères, à Monsieur le Ministre des colonies (Service de l'Amérique et de l'Océanie).

En réponse à votre lettre du 17 décembre, j'ai l'honneur de vous informer que, sur l'appel du Gouverneur des Etablissements français d'Océanie, M. le Chargé d'affaires de France à Washington avait fait une démarche instantane auprès du Secrétaire d'Etat par intérim, pour lui signaler la détresse de notre colonie frappée par l'épidémie de l'influenza. La Croix-Rouge américaine à qui la lettre de notre Chargé d'affaires avait été transmise, a répondu que, vu l'absence de toute organisation à proximité de Tahiti, la tâche de secourir cette île lui était impossible avec les moyens dont elle dispose. Elle a, d'ailleurs, adopté comme règle de conduite d'aider à l'acte gouvernemental plutôt que d'agir par elle-même. Elle est prête toutefois à examiner avec le plus grand soin toute suggestion pratique du Gouvernement français en vue d'apporter une aide efficace à notre colonie.

Le temps pressant et le plus sûr moyen d'obtenir un résultat étant d'intéresser le public américain au sort de ces populations qui souffrent, M. le Chargé d'affaires de France a fait connaître la situation à la presse qui va en informer le public.

Pour le Ministre et par autorisation :  
(Illisible.)

Nos amis d'Amérique se sont certes émus de la situation de notre Colonie, mais, fort occupés par ailleurs, ils ont dû reconnaître leur impuissance à nous apporter une aide efficace à la distance où nous nous trouvons. Dans toute la presse le même cri se répète presque invariablement : « *Appeal for aid unanswered by Red-Cross because of intervening distance* » : « Appel au secours nonsatisfait par la Croix-Rouge à cause de l'éloignement. »

Le synchronisme du fléau dans presque tout le Pacifique Sud est un fait qui mérite d'être noté, car, le 22 novembre, veille du Banquet de la Victoire, tard dans la matinée, le Chef de la Colonie recevait cette information radiotélégraphique lancée par la station d'Apia et interceptée par notre poste de T. S. F. :

« *Influenza terrible here. Every body sick. No one to bury dead* » : « L'influenza sévit terriblement ici. Tout le monde est malade. Personne pour ensevelir les morts. »

Était-il possible, si près de la grande manifestation du lendemain, de donner contre-ordre ? Il eût fallu expliquer. Et que dire ? La population déjà très émue de la fréquence des secousses sismiques, ne parlait que de la fin du monde. Et puis, les Samoa sont si éloignées ! Ne pouvions-nous pas espérer être épargnés ou tout au moins être touchés plus légèrement ? La révélation d'une aussi terrible nouvelle eût pu avoir à ce moment, comme d'ailleurs en cours d'épidémie, d'incalculables conséquences. On célébra donc la Victoire au banquet du 23 ; on assista au *Te deum* de Paofai, et ce devait être tout, jusqu'à nouvel ordre.

La grippe, jusqu'alors bénigne et sporadique, se répandit tout à coup terrible, hélas ! et telle qu'on la décrivait à Apia, mettant en défaut, comme partout ailleurs, les prévisions les plus pessimistes.

Les enquêtes ultérieures révélèrent que l'épidémie avait commencé aux Iles-Sous-le-Vent le 20 novembre. Au moment où le fléau était à son paroxysme à Tahiti, d'autres informations d'Apia, interceptées par notre station, signalaient, le 7 décembre :

« *Several thousand natives dead here from influenza which now abating but terror New-Zealand* » : « Plusieurs milliers d'indigènes sont morts ici de l'influenza qui diminue maintenant, mais c'est la terreur en Nouvelle-Zélande. »

Par conséquent, simultanéité absolue entre ces îles lointaines et les nôtres. Mortalité considérable de part et d'autre, parmi des populations de même origine et de même mentalité.

Le 11, la station de Samoa disait encore :

« *Epidemic raging very bad in all Fiji grounds* » : « L'épidémie fait rage sur tout le territoire des Fiji. »

Les gens avides de connaître, qui lisent, se renseignent et comparent, n'ignorent pas que le sort de nos îles, beaucoup moins bien outillées pour leur défense sanitaire que tant de grandes et puissantes nations où les mesures quaranténaires les plus rigoureuses sont demeurées inopérantes, n'a été ni meilleur ni pire que celui de beaucoup d'autres pays.

Au cours d'une épreuve semblable à celle qui vient pour la première fois de troubler la légendaire quiétude de nos îles, les Services médicaux sanitaires et hospitaliers avaient une belle tâche à remplir dont ils se sont d'ailleurs tous admirablement acquittés : professionnels et bénévoles, militaires et civils, français et étrangers. Le rôle de l'autorité supérieure était tout tracé : l'expérience de tous les temps et de tous les pays a démontré qu'à la faveur du désarroi qu'engendre la disparition simultanée d'un grand nombre d'agents de la force publique et des administrations d'Etat, à cause aussi de la surexcitation des esprits et de la psychose morbide qui atteint presque tout le monde à la fois, des égarés, quand ce ne sont pas des audacieux sans scrupules, ont tendance à commettre, au nom du salut commun, des excès contre les personnes ou contre la propriété. C'est à éviter ce nouveau fléau autant qu'à rétablir au plus tôt le retour à la vie normale que doit s'employer l'autorité dirigeante et non, comme d'aucuns ont pu le croire, à s'émietter en des tâches auxquelles d'autres pourvoient déjà.

Ce rôle de haute direction et de contrôle supérieur n'a jamais cessé de s'exercer avec efficacité à Tahiti. Les événements l'ont prouvé.

## NOMINATIONS, MUTATIONS, MOUVEMENTS, ETC.

Par décision du Gouverneur, n° 165, en date du 15 mars 1919, M. Tehuitua Louis Huioutu, ancien soldat de l'Armée d'Orient, nommé provisoirement garde-magasin du Service des Travaux publics, est nommé définitivement à cet emploi.

Par décision du Gouverneur, n° 166, en date du 18 mars 1919, la démission de son emploi, présentée par Atoni a Maru (fils), agent de police du district de Faâa, est acceptée.

Le sieur Atoni a Maru (père) est nommé, à titre provisoire, aux fonctions d'agent de police du district de Faâa, en remplacement de son fils, démissionnaire.

Par décision du Gouverneur, n° 167, en date du 18 mars 1919, M. Laporte, instituteur de 5<sup>e</sup> classe, est promu instituteur de 4<sup>e</sup> classe et maintenu en service à l'école de Borabora (Iles-Sous-le-Vent).

Par décision du Gouverneur, n° 168, en date du 19 mars 1919, un congé, pour affaires personnelles, de trois mois sans solde, est accordé à M<sup>lle</sup> Evenou (Lucie), institutrice stagiaire du cadre local des Etablissements français de l'Océanie, pour compter du 23 février 1919.

Par décision du Gouverneur, n° 172, en date du 20 mars 1919, sont nommés provisoirement :

Président du Tribunal supérieur : M. Caillat, Juge au dit Tribunal ;

Juge au Tribunal supérieur : M. Vermeersch, ancien Chef du Service de l'Enregistrement.

Par décision du Gouverneur, n° 173, en date du 20 mars 1919, un congé administratif de huit mois, à passer en France, est accordé à M. Caillat, Juge au Tribunal supérieur.

Par décision du Gouverneur, n° 178, en date du 22 mars 1919, une pension fixée à 360 fr. l'an est accordée à M<sup>me</sup> Teurahutia, veuve du Chef de circonscription de Tahaa, Teriifaotua a Teriuaierai, à compter du 1<sup>er</sup> mars 1919.

Par décision du Gouverneur, n° 179, en date du 22 mars 1919, le nommé Tiaru a Agnié, premier conseiller, est nommé, à titre provisoire, Président adjoint du Conseil de district de Teavaro-Teaharoa, en remplacement de Fautiarai a Tairihea, décédé.

Par décision du Gouverneur, n° 180, en date du 22 mars 1919, est et demeure rapportée celle en date du 8 mars 1919, n° 150, chargeant provisoirement le sieur Tuhiva a Makitua, de passage à Papeete, des fonctions d'agent de police à Papeete.

Par décision du Gouverneur, n° 181, en date du 22 mars 1919, est délégué à M. le Chef du Service des Travaux publics, pour le mois de mars 1919, un crédit supplémentaire s'élevant à la somme de huit mille francs, au titre du Chapitre 9, art. 6 § 1, exercice 1919.

Par décision du Gouverneur, n° 183, en date du 25 mars 1919, une commission composée de :

MM. Drollet (Alexandre), Interprète principal, *Président* ;  
Chevolot, Chef du Service de l'Enseignement ;  
Céran, Interprète libre,

se réunira, sur la convocation de son Président, pour procéder à l'examen de deux candidats :

MM. Salmon (E.) et Iorss (M.), désireux d'obtenir le brevet d'interprète pour les langues tahitienne et française.

Par décision du Gouverneur, n° 184, en date du 25 mars 1919, M<sup>me</sup> Garbutt, titulaire du brevet local, est nommée institutrice stagiaire et affectée en qualité d'adjointe à l'école de Taravao.

Par décision du Gouverneur, n° 185, en date du 25 mars 1919, un congé administratif de neuf mois à passer dans la Métropole est accordé à M. Chevolot, Instituteur de 1<sup>re</sup> classe du cadre métropolitain.

Par décision du Gouverneur, n° 189, en date du 28 mars 1919, le Dr Sasportas, Administrateur *p. i.*, est nommé provisoirement Juge de paix à compétence étendue des Iles Marquises.

Par décision du Gouverneur, n° 194, en date du 31 mars 1919, la démission de son emploi présentée par le sieur Matairoa a Tautua, agent de police de Papeete, est acceptée à compter du 1<sup>er</sup> avril 1919.

Par décision du Gouverneur, n° 195, en date du 31 mars 1919, la démission de son emploi d'instituteur présentée par M. Fereti a Teriirere est acceptée à compter du jour où il a cessé son service aux Iles-Sous-le-Vent.

Par décision du Gouverneur, n° 197, en date du 31 mars 1919, M<sup>lle</sup> Pauline Coppenrath, institutrice, est nommée secrétaire d'état civil à Arue, en remplacement de M. Tane, Etienne, appelé à d'autres fonctions.

Par décision du Gouverneur, n° 198, en date du 31 mars 1919 :  
Le nommé Tehuira a Matehau, agent de police du district de Tautira, est révoqué de ses fonctions, à compter du 25 mars 1919, pour négligences graves et indécatesse dans l'exercice de son service.

Le nommé Teheiuira a Marama, ancien soldat, est nommé, à compter de la même date, agent de police du district de Tautira.

Par décision du Gouverneur, n° 200, en date du 31 mars 1919, sont nommés juges à la Haute-Cour tahitienne, MM. Taute a Teafaatau, Président du Conseil de district de Pare, Tetumu a Teau-na, Chef adjoint à Pare.

## AVIS OFFICIELS

## AVIS D'ADJUDICATION

## Service postal dans la Presqu'île

Le public est informé qu'il sera procédé en séance publique, le *Vendredi 25 avril 1919*, à 16 heures, dans le Cabinet du Secrétaire Général, à l'adjudication, sur soumissions cachetées, de l'entreprise d'un service régulier par voiture à traction animale, de Taravao aux différents districts de la presqu'île, à partir du 1<sup>er</sup> mai 1919 jusqu'au 30 avril 1920

Le prix de base de cette adjudication est fixé à 2.000 francs.  
Le cahier des charges relatif à cette adjudication est déposé au  
Secrétariat Général où le public sera admis à en prendre connais-

sance tous les jours pendant les heures de bureau.  
Cette entreprise est réservée aux entrepreneurs français.  
Cautionnement provisoire : 50 francs.

## SERVICE DES MINES

### Avis.

#### Demande de permis de recherches déposée au Service des Mines.

N° du permis	Nom du demandeur	Nom du permis	Situation	Substances	Côté du carré	Date du dépôt de la demande
12	M. Williams, Walter, Johnston.	Atuana	District d'Atuana, (Ile Hivaoa, archipel des Marquises)	Cuivre et les substances de la catégorie "d" mentionnée dans le décret minier.	Périmètre constitué par un rectangle dont l'angle sud-est se trouve à la pointe du cap existant entre la baie d'Atuana et la baie de Taahuku, et dont le côté ouest passe par le sommet du mont Heani. Ce périmètre ayant au : Côté sud 4.800 m. — nord 4.800 m. — Est 5.000 m. — ouest 5.000 m.	18 mars 1919.

#### Permis de recherches établis par le Service des Mines.

N° du permis	Titulaire du permis	Nom du permis	Situation	Substances	Surface accordée	Période de validité
8	MM. Ch. Bérard et J. Olivier, Représentants à Papeete de la C. N. O.	Puka-Puka	Ile Puka-Puka (arch. Tuamotu)	Guanos, phosphate de chaux et autres produits similaires.	2.000 hectares	du 25 mars 1919 au 24 mars 1921
9	id.	Tepoto	Ile Tepoto (arch. Tuamotu)	id.	800 hectares	id.
10	id.	Napuka	Ile Napuka (arch. Tuamotu)	id.	2.000 hectares	id.
11	M. Williams, Walter, Johnston.	Atuana	District d'Atuana (Ile Hivaoa, arch. Marquises)	Cuivre et minéraux de la catégorie "d" mentionnée dans le décret minier.	2.400 hectares	id.

Papeete, le 25 mars 1919.

Le Chef p.i. du Service des Travaux publics,  
Chef provisoire du Service des Mines,

L. MARCILLAC.



## SERVICE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES

## AVIS

## Echange des mandats-poste entre l'Alsace-Lorraine et les Colonies françaises.

Une circulaire ministérielle en date du 31 janvier 1919 fait connaître que :

Le Service des articles d'argent vient d'être établi entre l'Alsace-Lorraine et les Colonies françaises, dans les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Les mandats émis en Alsace-Lorraine ne doivent pas être supérieurs à 500 francs ;

2<sup>o</sup> Un même expéditeur ne peut déposer plus de 500 francs le même jour, au profit du même destinataire ;

3<sup>o</sup> Les mandats d'Alsace-Lorraine sont émis sur formules internationales transformées en mandats-carte du régime intérieur par la Recette principale des Postes de Paris, d'où ils sont transmis aux bureaux destinataires coloniaux chargés d'en effectuer les paiements ;

4<sup>o</sup> Les envois de fonds des colonies françaises pour l'Alsace-Lorraine sont effectués dans les mêmes conditions et sur les mêmes formules que les mandats franco-coloniaux.

TABLEAU D'HONNEUR  
des Etablissements français de l'Océanie.

Le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie porte à la connaissance de la Colonie les noms des braves dont le sacrifice a aidé à la Victoire de la France :

DELIGNY (AUGUSTE-HENRI), né le 21 décembre 1894, à Papeete, fils de Tehei Tihimore Deligny et de Jane, Elisa Pétis ; tué à l'ennemi le 23 août 1918, à la Ville (Aisne). Ce brave soldat faisait partie du premier contingent parti pour Nouméa à bord du vapeur "Maitai", le 21 janvier 1916. Il s'était embarqué le 3 décembre suivant à bord du "Gange" à destination de la France.

TERIIVAETUA A TEUAURA, fils de père inconnu et de Tefumatarearea a Teusura, né à Haapiti, le 11 novembre 1896, tué à l'ennemi le 7 octobre 1918, à Pilain (Aisne). Ce jeune soldat faisait partie du 4<sup>e</sup> contingent parti pour Nouméa le 11 avril 1916, à bord du vapeur "Moana".

ROBSON (ALGERNON), fils de William Robson et de Louise Bernardino, né le 2 décembre 1897, à Mataiea, faisait partie du 1<sup>er</sup> contingent parti pour Nouméa le 21 janvier 1916, par le vapeur "Maitai". Tué à l'ennemi le 2 octobre 1918, à Pilain (Aisne).

TEURUKURA A TAURAU, né en 1896, à Hikueru ; fils de Taurau a Pouiti et de Tarara a Rimata ; dirigé sur Nouméa en même temps que le 2<sup>e</sup> contingent parti le 15 février 1916, par le vapeur "Moana". Ce courageux militaire a été tué à l'ennemi le 25 octobre 1918, à la cote 79.

TEUATOTO A TEAIARII, né le 25 décembre 1890, à Pirae, fils de Maut a Teaiarii et de Vaea a Faatoa. Il faisait partie du 4<sup>e</sup> contingent parti pour Nouméa par vapeur "Moana", le 11 avril 1916. Le décès de ce brave soldat a été constaté sur le champ de bataille de Pernant (Aisne), le 30 juillet 1918.

REDEUILH (GABRIEL), né le 25 février 1894, à Papeete, fils de Pedro Redeuilh et de Tapara Fuller a Puai ; tué à l'ennemi le 25 octobre 1918, à Samoussy ; il faisait partie du 1<sup>er</sup> contingent parti pour Nouméa le 11 avril 1916 à bord du vapeur "Moana".

TUARAETERIIPAPARETUA A PAEHO, né le 29 mars 1888, à Fare, fils de Teriipaparetua a Paeaho et de Ritia a Puai, est décédé le 1<sup>er</sup> octobre 1918 (plaie à la tête et bras gauche par éclat d'obus) à l'ambulance 15/13 S. P. 100 N° 427. Faisait partie du 4<sup>e</sup> contingent parti pour Nouméa le 11 avril 1916, à bord du vapeur "Moana".

TETUA A TEATA, né le 18 janvier 1886, à Tubuai, fils de Teuorono a Haapuni, a été tué à l'ennemi, le 4 octobre 1918, par éclat d'obus, à Pilain (Aisne). Faisait partie du 6<sup>e</sup> contingent parti pour Nouméa le 7 juin 1916 par le vapeur "Moana".

MIHIMANA A MIHIMANA, né le 14 avril 1896, à Papenoo, fils de Mihimana a Teaea et de Pairu a Poo ; ce jeune soldat a été tué le 1<sup>er</sup> octobre 1918 (par éclat d'obus), à Pilain (Aisne). Il faisait partie du 2<sup>e</sup> contingent parti pour Nouméa le 28 mars 1916 par le vapeur "Flora".

HOROI A MOEROA, né le 21 mai 1886, à Papeete, fils de père inconnu et de Teanini a Moeroa ; a été tué le 5 octobre 1918, par balle de mitrailleuse, à Pilain (Aisne) ; il faisait partie du 5<sup>e</sup> contingent (vapeur "Maitai" du 9 mars 1916).

TATAHE A TERITEVAEARAI, né le 25 juin 1888, à Papenoo, fils de Teritevaeearai a Pihatarioe et de Teehu a Tuahine, a été tué à l'ennemi le 16 octobre (vapeur "Maitai" du 9 mai 1916).

## Morts pour la France.

ETAIA TEROOTAE, né le 13 février 1895, à Afareaitu (Moorea), fils de Teriitaea a Etaia et de Tepuvahine a Nuui ; faisait partie du 4<sup>e</sup> contingent tahitien parti pour Nouméa à bord du vapeur "Moana" le 11 avril 1916. Ce jeune soldat est décédé des suites de maladie contractée en service, à Chaumont en Vexin (Oise), le 26 septembre 1918.

HEEIHO AFAI A TETIARAHU, fils de Teriitaraa Teaeere et de Hiri a Tetiarahi, né le 8 mai 1894, à Puen. Il faisait partie du 3<sup>e</sup> contingent dirigé sur Nouméa par vapeur "Flora", le 28 mars 1916. Ce soldat est décédé le 21 juillet 1918, à l'hôpital mixte de Carcassonne.

TAHIRIURA A HOMAI, né le 6 mai 1892, à Papeete, fils de Ritia a Homai et de Taurihai a Terehu ; dirigé sur Nouméa en même

temps que le 4<sup>e</sup> contingent, par vapeur "*Moana*", le 11 avril 1916, ce jeune soldat est décédé le 25 septembre 1918, des suites de maladie, à l'hôpital militaire de Bégin, S<sup>t</sup>-Mandé (Seine).

\* \* \*

TEREREA A UEVA, né le 26 février 1893, à Mataiea, fils de Puna a Ueva et de Vahinerii a Rurepa; décédé à l'hôpital de S<sup>t</sup>-Raphael, le 16 février 1919 (suite de maladie); ce jeune soldat faisait partie du 4<sup>e</sup> contingent parti le 11 avril 1916 par le vapeur "*Moana*".

## PARTIE NON OFFICIELLE

### NOUVELLES ET INFORMATIONS

M. le Médecin-major des Troupes Coloniales ALLARD, le très dévoué Directeur du Service de Santé, vient, par décret du 25 mars, d'être promu à la première classe.

\* \* \*

Le Chef de la Colonie s'est déplacé lundi et mardi 24 et 25 mars pour aller faire ses adieux aux Chefs et notabilités des districts de la côte ouest et de la presqu'île ainsi qu'aux populations de ces circonscriptions. Il a profité de cette circonstance pour les entretenir du prochain retour de leurs enfants, des mesures d'hygiène qui vont être prises incessamment pour rendre absolument inoffensives les sépultures hâtivement faites au cours de la dernière épidémie et du fonctionnement prochain d'une œuvre d'assistance et de patronage des orphelins de la grippe. Le Gouverneur est rentré de ce déplacement très bien impressionné par les constatations de toute sorte qu'il lui a été donné de faire.

\* \* \*

Avant de quitter la Colonie, le Gouverneur a tenu à conférer personnellement avec les Présidents des Chambres élues, afin de s'entendre avec eux sur les questions qui pourraient faire l'objet d'utiles démarches auprès du Ministère des Colonies.

\* \* \*

Il y a des raisons de penser que le débarquement des poilus de Tahiti et de Moorea à Papeete se produira vers la fin de la première quinzaine de mai.

\* \* \*

Dans cette période de baisse du coprah, il est vivement conseillé aux éleveurs de donner une plus grande extension à leur basse-cour et surtout à leur porcherie. Ils ont là un moyen tout indiqué de conjurer, dans une appréciable mesure, les manque-à gagner auxquels les expose la dépression momentanée des cours.

\* \* \*

Le Gouverneur a demandé au Ministre des Colonies de ménager si possible, dans le transport *El Kantara*, une place de douze à quinze cents tonnes que le commerce local pourrait utiliser à exporter sur le marché métropolitain égale quantité de nos produits.

\* \* \*

M. Vinot, Capitaine au long cours, a rapporté de son dernier voyage aux Marquises une perle comme les connaisseurs préten-

dent qu'on n'en trouve de pareilles qu'à des périodes très espacées. Celle dont il s'agit pèserait plus de trente carats et pourrait atteindre en Europe un prix supérieur à cinquante mille francs.

\* \* \*

Le Gouverneur, après avoir visité tous les districts de la côte Ouest et de la presqu'île, ira voir ceux de la côte Est de même qu'il visitera toutes les écoles avant de dire son adieu définitif à la Colonie.

\* \* \*

M. Marcellin Sage, entrepreneur de spectacles, autorisé à donner une représentation exceptionnelle, en a versé la recette, soit cinq cents francs, au profit de la caisse de secours des orphelins de la grippe.

\* \* \*

Le transport néo-zélandais *Maheno* a quitté Panama et sera de passage à Papeete le 10 avril.

Le Chef de la Colonie invite les administrations et les particuliers à pavoiser et à faire, chacun dans la mesure de ses moyens, le meilleur accueil aux blessés et convalescents, en ne perdant pas de vue la discrétion et la mesure que commande l'état de santé de ces soldats alliés.

\* \* \*

Par radiotélégramme, M. le Ministre des Colonies a avisé le Gouverneur que les Amirautes alliées ont levé toutes les restrictions relatives aux messages radiotélégraphiques.

### PORT DE PAPEETE

#### Liste des passagers arrivés.

6 mars. — Vapeur *Paloona*, venant de Wellington. Passagers : MM. T. Craig, F. Keck, Timona.

13 mars. — Vapeur *Moana*, venant de San-Francisco. Passagers : MM. C. A. Hinkles, J. Krapp, Higgins, H. Pollner, A. C. Pollner, P. Ronaud, G. M. Yerex, G. Bégoles, Roita a Temataka, Tuarii a Tetuanui, Henri Juventin, Akakio a Temauri, M<sup>mes</sup> Moetia Atwater, H. Bajrd, L. Higgins.

### STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

#### COMMUNE DE PAPEETE

Mois de février 1919

#### Naissances.

	SEXE masculin	SEXE féminin	TOTAUX
FRANÇAIS :			
Européens.....	»	2	2
Métis.....	3	1	4
Indigènes.....	3	1	4
Totaux.....	6	4	10

**Décès.**

	SEXE masculin	SEXE féminin	TOTAUX
<b>FRANÇAIS :</b>			
Métis : de 0 à 5 ans .....	1	1	2
Indigènes : de 0 à 5 ans. ....	»	2	2
— de 5 à 15 ans. ....	»	1	1
<b>ÉTRANGERS :</b>			
Asiatiques : de 15 à 50 ans. ....	2	»	2
Métis étrangers : de 0 à 5 ans. ....	1	»	1
Totaux. ....	4	4	8

**Causes des décès.**

Tuberculose. ....	1	Athrepsie. ....	2
Affections pulmonaires. ....	4	Embolie. ....	1

**Mariages.**

Entre M. Brandér Terii (métis français) et M<sup>lle</sup> Adams, Amélie (métisse française).

Entre M. Temarii Hakahinapape (indigène) et M<sup>lle</sup> Brinckfeldt, Rosine (métisse française).

**Aperçu nosologique.**

Etat sanitaire très satisfaisant. — Epidémie polymorphe et mal caractérisée sévissant chez les jeunes enfants et d'une évolution généralement courte et bénigne.

**ANNONCES JUDICIAIRES****ADMINISTRATION DE LA JUSTICE**

En exécution d'une ordonnance de M. le Président du Tribunal civil de Première instance de Papeete, et suivant exploit de Farnault (Alphonse), huissier des Tribunaux, en date du 22 mars 1919, M<sup>me</sup> VAHINETUA LEBIHAN, épouse Marurai Robson, sans domicile ni résidence connus, a été citée au parquet de M. le Procureur de la République, conformément à l'art. 32 du décret du 28 novembre 1866, pour comparaître le mardi huit avril 1919, à huit heures du matin, par devant M. le Président, en son cabinet, sis au Palais de justice.

A la requête de M. Emile Lévy, ayant M<sup>e</sup> L. Brault pour défenseur, et suivant exploit de Farnault (Alphonse), huissier des Tribunaux, en date du 13 mars 1919, signification a été faite au parquet de M. le Procureur de la République à Papeete, conformément à l'article 32 du décret du 28 novembre 1866, à M. JEAN DELPIT, autrefois avocat-défenseur à Papeete, actuellement sans domicile ni résidence connus,

De la grosse d'un jugement dâment en forme exécutoire rendu par défaut par le Tribunal civil de Première instance de Papeete, à la date du vingt-neuf octobre mil neuf cent dix-huit, enregistré.

A la requête de M. Paraita a Tehanai, ayant M<sup>e</sup> Bertrand pour défenseur, et suivant exploit de Farnault (Alphonse), huissier des Tribunaux,

Assignation a été donnée à M. JEAN DELPIT, autrefois avocat-défenseur, au parquet de M. le Procureur de la République, conformément à l'article 32 du décret du 28 novembre 1866, en validité de saisie-arrest.

Par ordonnance en date du 18 mars 1919, rendue par M. le Président du Tribunal de première instance de Papeete (île Tahiti), sur requête de M. le Procureur de la République près les Tribunaux du siège, M. PEDRO REDEUILH, contrôleur de la propriété bâtie, demeurant à Papeete, a été nommé liquidateur de la Société de Crédit agricole de Punaauia, en remplacement de M. Marcel Graffe, décédé.

Insertions faites en exécution de l'art. 32 du décret du 28 novemb. 1866.

Le greffier du Tribunal civil de Première instance de Papeete, île Tahiti, informe Madame ARAITEAHU A PIRI, dite Joséphine Hunter, dite aussi Arai a Tinirau, sans domicile ni résidence connus, qu'une demande en divorce est dirigée contre elle par le sieur LOUIS PARENT, demeurant à l'île Huahine, et que requête à cette fin a été déposée ce jour au greffe.

Le greffier du Tribunal civil de Première instance de Papeete, île Tahiti, informe M. JEAN DELPIT, ex-défenseur à Papeete, actuellement sans domicile ni résidence connus, qu'une demande en validité de saisie-arrest est dirigée contre lui par M. Paraita a Tehanai, ayant M<sup>e</sup> Bertrand pour défenseur, et que requête à cette fin a été déposée au greffe ce jour 31 mars 1919.

Il l'informe en outre que M. le Président a fixé au 22 avril 1919, à 8 heures, l'audience à laquelle la cause sera appelée devant le Tribunal.

E. THURET.

Etude de M<sup>e</sup> L. SIGOGNE, Défenseur à Papeete, rue de Rivoli.

**VENTE DE BIENS DE MINEUR****A VENDRE**

Le trente avril mil neuf cent dix-neuf, à dix heures du matin, devant M<sup>e</sup> Voirin, Charles, notaire à Atuona, Ile Hiva-Oa, commis à cet effet, dans son étude au dit lieu, au plus offrant et dernier enchérisseur, en un seul lot, les immeubles ci-après désignés, appartenant au mineur UHOTETE, dit aussi Tito Mathieu, fils naturel reconnu du sieur Tito, décédé à l'île Hiva-Oa, le 2 janvier 1912, demeurant le dit mineur à Hanatea, Ile Hiva-Oa.

Sur la poursuite du sieur Pahota, cultivateur, demeurant à Hanatea, tuteur dudit mineur, ayant M<sup>e</sup> L. Sigogne pour défenseur, à Papeete, rue de Rivoli.

En présence du sieur Paetapu, André, demeurant à Hanamate, Ile Hiva-Oa, subrogé-tuteur dudit mineur.

**Désignation des immeubles à vendre :**

1<sup>o</sup> Les deux tiers indivis de la terre "OOTUA", attribuée au sieur Tito, en qualité d'unique héritier du sieur Uitete, par décision numéro deux mille quatre cent un de la commission d'organisation de la propriété foncière aux îles Marquises.

Ladite terre "Ootua", sise à Hanamate, est désignée au certificat de propriété comme ayant une contenance de deux cent soixante-quinze hectares, en pâturages, bornée au nord par la crête de la montagne, au sud par Pahota, à l'est par la route de Hanatehe, à l'ouest par Tuki.

2<sup>o</sup> Les deux tiers indivis de la terre "KAAVA", attribuée au même, en la même qualité, par décision numéro deux mille quatre cent de la même commission.

Elle est sise à Hanamate et elle est désignée au certificat de propriété comme ayant une contenance de huit cent quatre-vingt-douze hectares quarante-trois ares quarante centiares, en pâturages, bornée au nord par la montagne, au sud par Vaituu, à

l'est par Tehaufarani, à l'ouest par Katau.

3<sup>o</sup> Les deux tiers indivis de la terre "ANAOUI", attribuée au même, en la même qualité, par décision numéro deux mille quatre cent deux de la même commission.

Cette terre, sise à Hanamate, est décrite au certificat de propriété comme ayant une contenance de treize cent trente-neuf hectares cinquante-trois ares quarante centiares en pâturages, et bornée au nord par la montagne, au sud par Pootini, à l'est par Tukii, à l'ouest par Tehaufarani.

La vente de ces immeubles a été autorisée par jugement du Tribunal civil de Papeete, en date du 7 mai 1918, qui a homologué une délibération du conseil de famille dudit mineur en date à Atuona du 13 avril 1918, enregistré.

Le cahier des charges dressé pour parvenir à cette vente a été déposé en l'étude du dit M<sup>e</sup> Voirin, le 16 novembre 1918.

La mise à prix a été fixée par jugement sus énoncé à la somme de mille cinq cents francs, ci. .... 1.500 fr.

Fait et rédigé par moi, défenseur poursuivant, à Papeete le 20 février 1919.

L. SIGOGNE.

Visé pour timbre et enregistré à Papeete

le 20 février 1919, F<sup>o</sup> 167, V<sup>o</sup>, Case 5.

Reçu deux francs soixante centimes.

FAUGERAT.

Etude de M<sup>e</sup> LUCIEN SIGOGNE, Défenseur à Papeete.

## A VENDRE

PAR SUITE DE SAISIE

Le **Mardi 29 avril 1919**, à huit heures, à l'audience des criées du Tribunal civil de Première instance de Papeete, séant au Palais de Justice à Papeete, par adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur, en deux lots, des rentes annuelles et viagères ci-après désignées, saisies sur la poursuite de M. Alfred Hern, propriétaire, demeurant à Nouméa, Nouvelle-Calédonie, au préjudice de M. Vincent, Alfred CHAUMONT, propriétaire, domicilié à Uturoa, actuellement en cours de voyage, par exploits de M<sup>e</sup> H. Thirel, huissier à Uturoa, en date du 31 janvier 1919, enregistrés, lesquelles saisies ont été dénoncées à M. Chaumont par M<sup>e</sup> Farnault, huissier à Papeete, en date du 17 février 1919, enregistré, et par exploit de M<sup>e</sup> H. Thirel, huissier à Uturoa, en date du 22 février 1919, enregistré.

### Désignation de la rente :

#### 1<sup>er</sup> Lot

Une rente annuelle et viagère de *quatre mille francs*, constituée au profit de M. Vincent, Alfred Chaumont, âgé de 74 ans, sur M. et Madame Adolphe Dehors, propriétaires, demeurant à Uturoa, par acte de M<sup>e</sup> Fromentin, notaire à Uturoa, en date du 7 mai 1918, enregistré et transcrit, contenant vente par M. Chaumont aux époux Dehors des terres HAIIO, MAROPAU et TEONETERE, sises sur l'îlot Haio, district de Tumaraa, île Raiatea, et une maison d'habitation sise au même lieu, payable trimestriellement d'avance à compter du 7 mai 1919, les termes antérieurs ayant été versés lors de la vente à M. Chaumont.

#### II<sup>e</sup> Lot

Une rente annuelle et viagère de *huit cent quarante francs*, constituée au profit du même sieur Chaumont sur M. Isidore Fontana, restaurateur à Uturoa, par acte de M<sup>e</sup> Vincent, notaire à Papeete, le 20 août 1918, enregistré et transcrit, contenant vente par M. Chaumont à M. Isidore Fontana d'un fonds de commerce d'hôtel restaurant comprenant la clientèle, les objets mobiliers et une maison servant à l'exploitation de ce fonds, et cession du bail d'une parcelle domaniale consenti par

le Service Local à M. Chaumont le 28 juin 1915, pour 3, 6 ou 9 années, le tout situé à Uturoa, île Raiatea, la dite rente payable en douze termes égaux de 70 francs, le premier de chaque mois et d'avance.

La vente aura lieu aux clauses, charges et conditions énoncées au cahier des charges déposé au greffe du dit Tribunal, et en outre sur les mises à prix suivantes :

I<sup>er</sup> Lot. — Mille francs, ci. .... 1.000 fr.

II<sup>e</sup> Lot. — Deux cent dix francs, ci. .... 210 fr.

Fait et dressé par moi, défenseur poursuivant, à Papeete le 20 mars 1919.

L. SIGOGNE.

Etude de M<sup>e</sup> LÉONCE BRAULT, Défenseur à Papeete.

## PURGE D'HYPOTHÈQUES LÉGALES

Par acte passé devant M<sup>e</sup> G. VINCENT, notaire à Papeete, le quatorze février mil neuf cent dix-neuf, enregistré, Monsieur LOUIS-ANGE-MARIE LABBE, Docteur en médecine, et Madame LAROUSSE-LAVILLETTE (JEANNE), son épouse, demeurant ensemble à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), ont vendu à la Commune de Papeete : 1<sup>o</sup> les droits au bail de la terre *Apatarao*, sise à Papeete, à l'angle des rues de Rivoli et Bougainville, mentionnés audit acte, pour le temps qui en reste à courir, et 2<sup>o</sup> les Constructions y édifiées, moyennant, outre les charges, la somme principale de vingt mille francs.

Copie collationnée de cet acte de vente a été déposée au greffe du Tribunal civil de Papeete le quinze mars mil neuf cent dix-neuf, et le procès-verbal de dépôt a été signifié à Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal civil de Papeete, suivant exploit de M<sup>e</sup> FARNAULT, Alphonse-Etienne-Clément, huissier des Tribunaux, séant en ladite ville, dûment enregistré.

Cette insertion a pour but de purger les immeubles vendus de toute hypothèque légale inconnue.

LÉONCE BRAULT, Défenseur.

Etude de M<sup>e</sup> LÉONCE BRAULT, Défenseur à Papeete.

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première instance de Papeete, en date du quatre mars 1919, enregistré et signifié,

Au profit de Madame FLORENCE GARBUTT, demeurant à Papeete, et ayant domicile élu en l'étude de M<sup>e</sup> Léonce BRAULT, son défenseur.

Contre Monsieur JOSEPH-LOUIS JAMET, son mari, demeurant à Taravao,

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les dits époux.

Pour extrait conforme :

LÉONCE BRAULT, Défenseur.

Etude de M<sup>e</sup> G. VINCENT, Notaire à Papeete.

## AVIS

Les créanciers des successions de :

Monsieur HENRI VIDAL;

Monsieur MAURICE CLARY-WILMOT;

M et M<sup>me</sup> CHARLES PASSARD;

Madame Veuve BARON;

Et Madame Veuve ARNAUD,

Sont priés de vouloir bien remettre les relevés de leurs comptes à M<sup>e</sup> Vincent, notaire à Papeete, dans le plus bref délai possible.

## ANNONCES DIVERSES

## A. B. DONALD LTD.

Société en commandite au capital de 1.893.750 francs.

SIÈGE SOCIAL : AUCKLAND (NOUVELLE-ZÉLANDE).

SUCCURSALES : Papeete, Rarotonga, Iles Cook, Fiji, Marquises, Tuamotus.

CORRESPONDANTS : Londres, Paris, New York, San Francisco, Sydney.

## Armateurs et Consignataires de Navires.

PORTE-PLUMES RÉSERVOIR. — Plume en Or, fabrication soignée, à 10, 11, 12, 13 francs pièce.

PORTE-PLUMES RÉSERVOIR, "SELF-FILLERS". — à 7, 50 et 11 francs.

ENCRE EN POUDRE POUR PORTE-PLUMES RÉSERVOIR. — Très commode pour voyageurs, etc.

DENTELLES. — Nous soldons une partie de belles dentelles, quelque peu abîmées par le soleil et l'humidité, à des prix défiant toute concurrence.

Venez voir notre stock. Vous êtes sûr de trouver ce qu'il vous faut.

"FLORA". — Ce vapeur nous a apporté quelques paires seulement de fines et solides chaussures anglaises, dont la renommée est mondiale. Au moment où nous soumettons cette annonce à l'Imprimeur, nos prix ne sont pas encore faits, mais nous pouvons dès maintenant assurer la qualité de ces chaussures.

"FLORA". — Nous venons de recevoir une grande rangée de tissus cotons de tout premier choix : Etoffes mercerisées, satinées, etc., etc.

BICYCLETTES "HUMBER". — Nous attendons incessamment un assortiment de ces excellentes machines, dont la qualité est si appréciée à Tahiti.

ENVELOPPES "FISK" POUR AUTOMOBILES,

30" x 3", à 125 francs.

30" x 3 1/2", à 175 francs.

CHAMBRES A AIR pour bicyclettes. — Nous liquidons notre stock, en ayant d'autres en route.

## COMPTOIRS FRANÇAIS D'Océanie

Société anonyme au capital de 1.500.000 francs.

SIÈGE SOCIAL : 25, RUE DE CLICHY, PARIS (IX<sup>e</sup>).

Bureaux et Caisse : 13<sup>bis</sup>, rue des Mathurins, Paris (IX<sup>e</sup>).

## IMPORTATION ET EXPORTATION.

Achat et vente de tous produits du pays :

Nacre — Coprah — Vanille — Perles.

## Armateurs :

Service régulier entre San Francisco et Tahiti par navires à moteur.

## Assurances :

Agents de la "South British Insurance Cy Ltd."

## AGENCES :

New-York — San Francisco — Papeete.

Raiatea — Tuamotu — Mangareva

## ATELIERS DE RÉPARATIONS DE MOTEURS

## IMPORTATIONS

Nous venons de recevoir de France :

Alcool de menthe de Ricqlès

Parfumerie L. T. Piver — Parfumerie Roger et Gallet

Parfumerie Rimmel

Bénédictine — Champagne Roederer

Champagne duc de Montebello — Vins mousseux

Chacé-Varrains

Cacao Chouva — Anisette Marie Brizard

Chartreuse — Triple sec Cointreau

Cognacs Martel et Hennessy

Huile d'olives Antoine Chiris, fruitée et non fruitée

Huile d'olives James Plagnol

Quinquina Dubonnet

Madère — Porto — Byrrh

Savon de Marseille

Moutarde de Dijon — Papier à cigarettes Riz la + et Job, etc., etc., etc.



**A. LEBOUCHER**

Ameublements — Quincaillerie

Peinture pour bâtiments — Vernis pour meubles et voitures

Fer et acier

Achète les produits du pays.

**HOTEL DU DIADÈME****Maison se recommandant par sa bonne tenue  
et ses repas soignés.****PRIX MODÉRÉS****L. ELZÉA, PROPRIÉTAIRE.****EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT****TABLE - ALPHABÉTIQUE DES ACTES**

EN VIGUEUR DANS LA COLONIE

Dressée par M. HEIMBURGER, Magistrat.

PRIX broché : 15 francs.

**CALENDRIER POUR 1919**

PRIX : En feuille : 50 centimes.

**ANNUAIRE DE TAHITI POUR 1917**

PRIX broché : 3 francs. — Par la Poste : 3 fr. 35.

## SERVICE DE SANTÉ

## OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES DU MOIS DE JANVIER 1919.

Station de Papeete (Hôpital).

Latitude : 17° 31' 39 " Sud. — Longitude de Paris : 151° 54' 30 " Ouest ; en temps : 10 h. 7' 38 ".

DATES	TEMPÉRATURE				HUMIDITÉ RELATIVE en 100		PRESSIONS CORRIGÉES A ZÉRO.		VENT		ÉTAT DU CIEL, NUAGES		PLUIE en millimè- tres	OBSERVATIONS
	8 HEURES	16 HEURES	MAXIMA	MINIMA	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES		
1	30.6	30.8	33.2	22.6	72	56	757.5	754.8	N-O	S-O	3	2	»	
2	31.1	29.0	34.0	21.6	49	71	756.3	753.8	S-O	S-O	0	6	»	Rosée.
3	29.9	30.6	35.0	23.8	65	63	756.7	753.3	N-E	N-E	3	8	0.8	
4	26.7	28.2	32.1	24.1	81	70	757.2	756.1	N-E	N-E	10	9	73.9	
5	28.1	30.2	33.6	25.0	73	56	759.1	757.4	N	N	6	9	1.7	
6	30.6	30.3	34.3	23.9	76	69	759.1	756.5	N-O	S-O	2	4	»	
7	29.9	29.3	33.3	24.1	69	74	757.9	755.4	N-E	N-E	8	9	»	
8	30.2	29.4	33.2	23.0	66	70	756.3	754.9	N-E	N	0	4	»	Rosée.
9	31.0	26.0	36.0	25.0	72	87	756.0	754.4	N-E	N	3	10	11.2	Tremblement de terre à 21 h.
10	26.2	28.1	28.4	23.8	89	77	757.8	756.1	N-E	N-E	10	10	60.1	
11	28.2	28.7	33.0	24.8	70	69	757.8	756.2	N	N-E	10	10	»	
12	29.0	26.1	34.2	24.0	70	90	757.3	756.3	N-E	N-E	2	10	13.9	
13	29.9	30.9	33.0	25.0	73	73	756.7	754.9	N-E	N-O	6	5	0.3	
14	30.3	30.1	35.4	25.2	72	72	756.7	755.1	N-E	N-O	3	6	»	
15	27.3	30.1	33.5	25.1	77	72	757.8	756.4	N-E	N-E	9	8	»	
16	28.1	29.2	34.2	23.2	76	77	758.6	757.3	N-E	N-E	10	10	gouttes	
17	26.7	27.4	29.0	21.0	80	82	759.8	757.5	N-E	N-E	8	8	15.9	
18	27.5	28.3	33.8	22.2	80	81	759.2	757.0	N-E	N-O	9	10	gouttes	
19	28.0	28.0	33.4	20.4	76	70	758.2	755.6	S-E	N-E	10	10	14.0	Orage à 21 h.
20	27.9	30.2	32.2	19.8	82	66	756.8	754.5	N-E	S-O	10	9	19.2	
21	27.7	31.0	34.0	21.4	82	67	756.0	753.6	E	S-E	10	9	»	
22	30.0	30.1	33.0	21.8	69	72	756.1	753.3	N	S-O	1	9	1.7	Tremblement de terre à 15 h. 1/2 et à 22 h.
23	25.3	25.0	25.6	22.2	95	92	754.6	752.6	S	S-E	10	10	25.7	Orage pendant la nuit du 23 au 24.
24	27.0	30.2	32.7	21.5	84	75	753.7	751.9	N-E	N-E	7	4	88.8	Tonnerre dans la matinée.
25	27.0	24.0	29.5	21.7	91	97	753.4	752.4	N-E	E	10	10	99.0	Orage dans l'après-midi.
26	25.5	25.7	28.2	22.0	95	89	753.5	751.2	N	N-E	10	10	52.7	Orage pendant la nuit.
27	25.0	25.1	29.0	22.0	92	93	751.2	749.6	N-E	N-O	10	10	91.0	Orage p. la nuit, temp <sup>te</sup> en mer, raz de marée.
28	25.1	24.2	25.8	22.8	93	95	750.1	748.0	N-O	N-E	10	10	60.1	Orage pendant la nuit, tempête, fort raz-de-
29	28.9	29.4	33.0	22.0	78	74	750.9	749.0	N-E	S-O	4	10	8.3	marée dans la nuit du 27 au 28.
30	26.1	27.0	30.2	22.2	90	87	750.2	749.2	S-E	N-E	10	10	1.1	Orage pendant la nuit.
31	25.0	25.4	25.8	22.0	98	97	749.7	747.2	N-E	N-E	10	10	253.5	
Moyenne	28.1	28.3	31.9	22.9	79	77	755.9	753.9	Pluie totale.....				892.9	20 jours de pluie.

Vu :

Le Chef du Service de Santé,  
Dr ALLARD.Le Pharmacien Major des Troupes coloniales,  
A. LESPINASSE.